

*Impôt sur les revenus pétroliers—Loi*

service des puits. Ce sont ceux-là qui se sont retrouvés fauchés par dizaines de milliers dans l'ouest du Canada.

J'ai parlé à des hommes et à des femmes de 50 ans qui étaient dans le secteur pétrolier depuis l'âge de 18 ou 19 ans. En général, ils avaient commencé chez les multinationales, pour essaimer ensuite en créant leurs propres entreprises canadiennes. Ils les ont développées jusqu'à avoir un actif de 500 000 \$ ou d'un million, puis ils ont tout perdu. La haine qui s'est attachée au Canada central est une chose que nous ne connaissons plus jamais, je l'espère. Voilà une mesure qui a violemment attisé les flammes du séparatisme. Je me souviens de certains moments où j'ai quitté la Chambre avec l'envie de retourner là-bas consacrer le reste de ma vie au séparatisme. Et ce qui me poussait à le faire, c'était l'action malavisée du gouvernement. C'était injuste. Il y a une chose qui en a empêché beaucoup comme moi de faire ce pas, c'est qu'il nous parvenait des lettres d'Ontario, de la région atlantique ou du Québec nous disant que cela était injuste et qu'ils allaient faire pression sur leur député. C'est ce qu'ils ont fait. Et c'est pour cela que le parti libéral a été chassé du pouvoir autant que pour toute autre raison. Les gens ont compris que c'était vraiment une violence injuste.

● (1710)

J'espère que les députés auront compris. La solution, c'est tout simplement un Sénat électif avec représentation provinciale pondérée. En cette Chambre basse où la représentation est fonction du chiffre de la population, il sera toujours dominé par l'Ontario et le Québec. C'est là que le gros de la population se trouve. Il s'agit d'un principe pour lequel beaucoup de nos ancêtres sont morts en combattant. Il nous faut un contrepoids à cela et c'est à la Chambre haute qu'il peut se trouver. Le Sénat devrait avoir une représentation provinciale pondérée et être électif; c'est ainsi que les sénateurs seraient responsables. L'une des choses qui m'a fait le plus mal, ce fut de voir les sénateurs de l'Alberta nommés par le premier ministre libéral voter en faveur du Programme énergétique national. C'était une véritable attaque contre leur propre région. Leur attitude malfaisante a chagriné bien des gens.

Le Programme énergétique national se trouvait être une toute nouvelle politique en matière d'énergie. Avant sa mise en oeuvre, les compagnies faisaient des forages là où leurs experts en sismologie et en géologie leur disaient qu'elles trouveraient du pétrole. Au point de vue fiscalité, si elles trouvaient du pétrole et en tiraient des revenus, elles pouvaient déduire les frais de prospection des bénéfiques qu'elles réalisaient. Elles faisaient donc des forages là où elles croyaient trouver du pétrole d'après leurs experts. Après la mise en place du Programme énergétique national, la localisation du pétrole n'avait pas d'importance. Les forages se faisaient en fonction de la région choisie par les bureaucrates d'Ottawa et en fonction de la propriété canadienne. Des compagnies ont littéralement foré des puits dans une région où elles savaient qu'il n'y avait pas de pétrole, à cause de la façon dont l'activité était structurée. Il en est toujours ainsi quand des gens installés à Ottawa veulent exercer le pouvoir et s'imaginent comprendre une industrie. Les compagnies obtenaient en fait plus que les frais de forage, car elles pouvaient monter des filiales et s'approvisionner auprès d'elles en marchandises et en services. Elles finissaient par toucher 130 ou 140 p. 100 pour forer un puits. Elles ne

cherchaient pas du tout du pétrole, elles faisaient des forages pour toucher les subventions gouvernementales du Programme d'encouragement du secteur pétrolier.

Il y avait aussi une centralisation de la propriété. Petro-Canada constituait un autre volet du PEN. Comme cette dernière ne réussissait pas dans l'industrie pétrolière, il fallait que le gouvernement veille à ce qu'elle survive, aussi devait-il y injecter année après année 400 ou 500 millions de l'argent des contribuables. La société a utilisé cet argent partout dans le monde, mais ce n'était pas suffisant, cependant, et le gouvernement a donc dû lui accorder une participation rétroactive. Il a fallu donner à Petro-Canada le droit de s'approprier 25 p. 100 du pétrole et du gaz découverts par des sociétés canadiennes. Des gens avaient acheté des actions, effectué les travaux de prospection et découvert du pétrole et du gaz, et ensuite, Petro-Canada s'emparait d'une participation de 25 p. 100 des gisements découverts. Il s'agissait d'un programme incroyable, mais c'est ce à quoi il se résumait.

Dans l'ensemble, le Canada a pâti du Programme énergétique national. Il est tragique de penser qu'au cours de ces années antérieures, les provinces et les entreprises n'auraient pas réussi à accumuler des fonds suffisants pour passer à travers les temps difficiles que nous connaissons à l'heure actuelle, alors que la chute des cours mondiaux se fait durement sentir. Si on les avait laissées accumuler l'argent voulu à ce moment-là, elles pourraient l'utiliser maintenant, au lieu de venir quémander l'aide du gouvernement fédéral—aucune région du pays n'aime à venir supplier une autre de bien vouloir l'aider. Ce n'est pas le genre de structure qui convient à notre pays. C'est ce qui explique la recrudescence du séparatisme dans l'Ouest.

Le Canada éprouve effectivement de graves problèmes. Pendant la même période, le gouvernement de l'époque a eu recours aux tactiques habituelles de tout gouvernement, surtout les gouvernements à tendance socialiste. Il a proposé aux citoyens toute une série de programmes, maintenu les taxes à des niveaux raisonnables, mais accumule un déficit et une dette nationale énormes. Dans l'ensemble, le Canada demeure un pays d'avenir où des millions de personnes souhaitent immigrer. La population est instruite. Le régime politique tient compte de ses besoins. Le Programme énergétique national m'a fait comprendre que le Parlement n'est pas insensible aux besoins de la nation et que les Canadiens sont lucides. Ils se sont débarrassés du gouvernement libéral qu'ils ont remplacé par un gouvernement conservateur. Voilà ce qui fait la force du pays. Le climat politique y est stable. Certains de nos concitoyens sont indépendants et ambitieux. Nous sommes un peuple tolérant et généreux. Nous avons tout lieu d'être fiers d'être des Canadiens car la nation a fait ses preuves. J'espère qu'on saura conserver ces valeurs.

Ce que je crains le plus, c'est que les gens succombent encore une fois aux flatteries d'un gouvernement qui souhaite la centralisation. Je montre toujours du doigt les néo-démocrates parce qu'ils ne s'en cachent pas. Ils préconisent un gouvernement central fort au pouvoir. Ils disent aux électeurs: «Votez pour nous, et nous nous veillerons à vos besoins». Je sais pour avoir étudié l'histoire, et pour en avoir discuté avec des électeurs originaires notamment des pays de l'Europe de l'Est qu'il est possible de se faire avoir en votant en ce sens. Une fois que